

A n h a n g

A n n e x e s

1 - 6

zum Stadtratsprotokoll Nr. 13

vom 14. September 2023

au procès-verbal n° 13

du 14 septembre 2023



Réponse

à l'interpellation interpartis 20230069, Stoltz Joseline, Groupe PSR, Moeschler Marie, Groupe PSR, Torriani Latscha Isabelle, Groupe PSR, Kilezi Ruth, Groupe PSR, Boly Kady, Groupe PSR, Vlaiculescu-Graf Christiane, Groupe PSR, Paronitti Maurice, PRR, Schiess Christophe, Les Vert·e·s, Roth Myriam, Les Vert·e·s, « Fusion des médias francophones régionaux – Quel impact pour Bienne ? »

Le Conseil municipal répond comme suit aux questions posées :

1. De l'avis du Conseil municipal, quel sera l'impact de la fusion des radios Canal 3 et RJB et leur rapprochement avec le Journal du Jura pour la population francophone biennoise ? Quels principaux risques le Conseil municipal identifie-t-il ?

Le Conseil municipal a déjà pris position sur la présente question, du moins en ce qui concerne les radios locales, le 8 décembre 2021 dans le cadre de la consultation lancée par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) à propos de la révision partielle de l'ordonnance sur la radio et la télévision. Voici en résumé sa position :

Le projet soumis en consultation modifie le nombre et l'étendue des zones de desserte des radios locales et des télévisions régionales à l'échelle du pays. Pour Bienne, la zone de diffusion Bienne–Jura bernois joue un rôle fondamental pour les radios. À ce propos, le DETEC avait mis deux variantes en consultation : la variante 1 aurait regroupé la zone de diffusion Bienne–Seeland avec le Jura bernois, tandis que la variante 2 aurait retiré, techniquement, le Jura bernois du canton de Berne et l'aurait attribué à la région « Arc Jurassien » (qui englobe les cantons de Neuchâtel et du Jura), ce qui ne serait pas acceptable. Le Conseil municipal estime que la solution la plus simple et la meilleure pour toutes les parties impliquées, notamment pour les groupes de médias concernés, consisterait à maintenir le statu quo. Il a donc demandé instamment la poursuite de cette option. De plus, le statu quo aurait permis de conserver un diffuseur de radio locale bilingue et un autre francophone, ce qui aurait favorisé les échanges culturels et linguistiques de toute la population de la région Bienne–Seeland–Jura bernois.

Si la solution du statu quo ne devait pas être retenue, le Conseil municipal soutiendrait, comme il l'avait indiqué à l'époque, une troisième variante élaborée par le groupe de médias Gassmann et la société BNJ. Cette variante prévoyait que l'Office fédéral de la communication (OFCOM) attribue une concession en français pour la région Biel/Bienne–Jura bernois et une concession en allemand pour la région Biel/Bienne–Seeland. Ces deux sociétés envisageaient de créer ensemble une nouvelle radio ayant son siège à Tavannes avec un studio supplémentaire à Bienne. Le Conseil municipal était arrivé à la conclusion qu'une telle solution serait un bon modèle, solide, qui répondrait aux besoins de la population, apporterait une stabilité économique et, enfin, conviendrait aux deux sociétés concernées. Du point de vue du bilinguisme biennois, cette approche pose toutefois quelques problèmes, car elle conduirait à une séparation des deux groupes linguistiques au niveau médiatique. Cela poserait moins de problème pour le Jura bernois et le Seeland que pour la ville de Bienne et la commune d'Evilard/Macolin. C'est pourquoi il est décisif que tous les médias restent représentés dans le centre de communication de la place Walser à Bienne, favorisant ainsi les échanges entre eux, ce que les représentantes et représentants du groupe Gassmann et

de BNJ ont expressément assuré. Le Conseil municipal attend que ces studios, avec une orientation francophone, demeurent à Bienne.

Le Conseil municipal avait communiqué sa position le même jour dans son communiqué de presse hebdomadaire. Il ne s'était pas exprimé sur la question d'intégrer la rédaction du Journal du Jura dans la nouvelle structure, puisque la consultation portait sur la radio et la télévision. Cependant, le Conseil municipal estime que cela ne change pas fondamentalement les explications qu'il a données. Celles-ci valent dans la même mesure pour ce quotidien que pour la radio locale en ce qui concerne le risque d'une distance accrue entre les deux groupes linguistiques. Notons aussi que la fusion de Canal 3 et de RJB qui fait l'objet de la présente interpellation renforcerait le paysage médiatique francophone à Bienne et, par conséquent, le lien avec le Jura bernois.

2. Le Conseil municipal a-t-il été consulté ou informé concernant ce projet de fusion ? Est-il prévu qu'il soit associé aux prochaines étapes ?

Le Conseil municipal renvoie pour l'essentiel à la réponse à la question 1. Vu qu'il s'agit ici d'une décision entrepreneuriale, le Conseil municipal part du principe qu'il ne sera pas impliqué dans les travaux ultérieurs de mise en œuvre.

3. Cette fusion a-t-elle une influence sur la stratégie de la Ville de Bienne en matière de communication?

Non, car si la mise en œuvre se déroule comme cela a été envisagé il y a environ un an et demi, il n'y aura pas de changements fondamentaux pour la Ville de Bienne.

4. Le Conseil municipal est-il disposé à s'engager afin que le nom de la nouvelle radio tienne compte de la Ville de Bienne ?

Le Conseil municipal serait heureux que la nouvelle chaîne de radio inclue toujours le nom de Bienne dans son intitulé. Mais une fois encore il s'agit là d'une décision entrepreneuriale, de sorte que le Conseil municipal fait preuve de retenue en la matière.

5. Quel soutien financier la Ville de Bienne accordait-elle à Canal 3 ? Est-il prévu qu'une subvention similaire soit réservée à la nouvelle radio ? Si oui, à quelles conditions ?

La Ville de Bienne ne verse plus aucune aide financière à Radio Canal 3 depuis de nombreuses années. La nouvelle répartition des redevances de concession de radio et de télévision fixée il y a quinze ans a conduit à une restructuration complète du financement des diffuseurs de programmes radio et TV locaux. Le cofinancement communal – et parfois cantonal – n'était dès lors plus nécessaire. Le Conseil municipal rappelle qu'en vertu de la Constitution fédérale et de la loi fédérale sur la radio et la télévision, l'indépendance des médias vis-à-vis de l'État est un bien essentiel.

Bienne, le 31 mai 2023

Au nom du Conseil municipal

Le maire :

Erich Fehr

Le vice-chancelier :

Julien Steiner

Annexe :

· interpellation interpartis 20230069

Vorstoss Nr. / Interv. No : 20230069

Termin GR / Délai CM: _____

Direktion / Direction: _____

Mitbericht / Corapport : _____

Interpellation interpartis ~~urgente~~

Fusion des médias francophones régionaux – Quel impact pour Bienne ?

Dernièrement, nous avons appris par le biais des médias la fusion prochaine des radios Canal 3 (francophone) et RJB, incluant un projet de rapprochement avec le Journal du Jura. Les locaux se trouveront à Tavannes et seule une antenne restera à Bienne. Le nouveau nom de cette radio fusionnée sera RJB (Radio Jura Bernois), sans mention de Bienne.

Cette évolution suscite notre inquiétude quant à la garantie d'une offre journalistique de qualité pour les francophones de Bienne. La disparition d'un média local implique un risque d'appauvrissement de l'information. La question de l'équité médiatique bilingue est remise en cause. Il est particulier essentiel que tant les francophones que les germanophones de Bienne continuent à bénéficier d'une information complète et équilibrée, y compris concernant les activités de l'autre communauté linguistique.

Dans ce contexte, nous prions le Conseil municipal de répondre aux questions suivantes :

1. De l'avis du Conseil municipal, quel sera l'impact de la fusion des radios Canal 3 et RJB et leur rapprochement avec le Journal du Jura pour la population francophone bernoise ? Quels principaux risques le Conseil municipal identifie-t-il ?
2. Le Conseil municipal a-t-il été consulté ou informé concernant ce projet de fusion ? Est-il prévu qu'il soit associé aux prochaines étapes ?
3. Cette fusion a-t-elle une influence sur la stratégie de la Ville de Bienne en matière de communication ?
4. Le Conseil municipal est-il disposé à s'engager afin que le nom de la nouvelle radio tienne compte de la Ville de Bienne ?
5. Quel soutien financier la Ville de Bienne accordait-elle à Canal 3 ? Est-il prévu qu'une subvention similaire soit reversée à la nouvelle radio ? Si oui, à quelles conditions ?

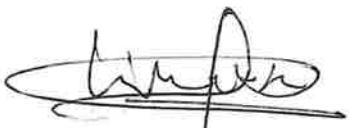
Le groupe parlementaire PSR:



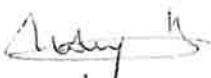
Joseline Stoltz



Marie Moeschler



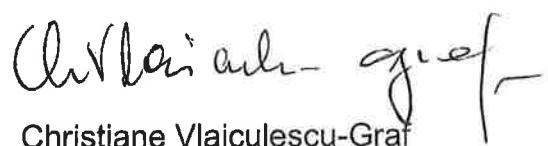
Ruth Kilezi



Kady Boly

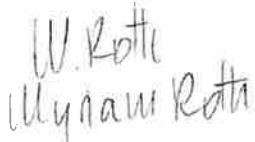


Isabelle Torriani Latscha



Christiane Vlaiculescu-Graf

Cosignataires :


M. Favretti, PRR
Christophe Schiess
W. Roth
Myriam Roth



Réponse

à l'interpellation 20230110, Kilezi Ruth, Groupe PSR, Stoltz Joseline, Groupe PSR, Moeschler Marie, Groupe PSR, Torriani Latscha Isabelle, Groupe PSR, Vlaiculescu-Graf Christiane, Groupe PSR, « Situation de la Caisse de pension et des finances de la Ville de Bienne après l'effondrement de Credit Suisse ! »

Le Conseil municipal répond comme suit aux deux questions posées :

1. *La Ville de Bienne et la Caisse de pension (CP) de la Ville de Bienne sont-elles en possession d'actions, d'obligations convertibles (AT1) ou d'obligations ordinaires de Credit Suisse ?*

La Ville de Bienne ainsi que la Caisse de pension de la Ville de Bienne (CPBienne) ne détiennent pas directement d'actions, d'obligations convertibles ou d'obligations ordinaires de la banque Credit Suisse.

2. *Si oui, le Conseil municipal peut-il estimer l'effet sur la fortune de la Caisse de pension et plus largement sur les finances de la Ville de Bienne ?*

Cf. réponse à la première question. Aucun préjudice financier ne peut donc être imputé à cet évènement.

Bienne, le 7 juin 2023

Au nom du Conseil municipal

Le maire :

Erich Fehr

Le vice-chancelier :

Julien Steiner

Annexe :
· interpellation 20230110



Vorstoss Nr. / Interv. No : _____

Termin GR / Délai CM: _____

Direktion / Direction: _____

Mitbericht / Corapport : _____

Interpellation

Situation de la Caisse de pension et des finances de la ville de Bienne après l'effondrement de Crédit Suisse !

Après l'annonce de l'absorption de Crédit Suisse par UBS à la suite de son effondrement, le Conseil municipal est prié de prendre position sur les points suivants :

1. La ville de Bienne et la Caisse de pension de la ville de Bienne sont-elles en possession d'actions, d'obligations convertibles (AT1) ou d'obligations ordinaires de Crédit suisse ?
2. Si oui, le Conseil municipal peut-il estimer l'effet sur la fortune de la Caisse de pension et plus largement sur les finances de la ville de Bienne ?

Bienne, le 26 avril 2023

Le groupe parlementaire PSR:

Ruth Kilezi

Joseline Stoltz

Isabelle Torriani Latscha

Marie Moeschler

Christiane Vlaiculescu-Graf



Beantwortung

des überparteilichen Postulates 20230088, Briechle Dennis, Fraktion GLP+, Roth Myriam, Fraktion Grüne, Koller Levin, Fraktion SP/JUSO, Stoltz Joseline, PSR, Sutter Andreas, FDP, Paronitti Maurice, PRR, Hamdaoui Mohamed, Die Mitte / Städtepartnerschaft mit der Ukraine

Das Postulat ersucht den Gemeinderat, Optionen darzulegen, wie eine Städtepartnerschaft mit einer ukrainischen Stadt ausgestaltet werden könnte. Dabei ist auch ein gemeinsames Vorgehen mit der Stadt Nidau zu prüfen.

Der Gemeinderat hat am 10. Mai 2023 der Öffentlichkeit mitgeteilt, dass er mit der Hafenstadt Odessa eine Städtepartnerschaft anstrebt, um ein Zeichen der gelebten Solidarität und der Verbundenheit mit dem ukrainischen Volk zu setzen. Nun sollen mit Unterstützung der Schweizer Botschaft in Kiew und der ukrainischen Botschaft in Bern die Eckwerte einer künftigen Zusammenarbeit (im Sinne eines «Memorandum of Understanding») mit den Stadtbehörden von Odessa festgelegt werden. Auf dieser Grundlage soll zu einem späteren Zeitpunkt die Städtepartnerschaft vom Gemeinderat formell besiegelt werden. Angesichts der unsicheren Entwicklungen und des andauernden Krieges dürfte ein solcher Schritt erst im Verlaufe von 2024 erfolgen. Inwieweit es sinnvoll ist, dass bei diesem Prozess die Stadt Nidau (punktuell) einbezogen wird, muss zum jetzigen Zeitpunkt offengelassen werden.

Aus den dargelegten Gründen beantragt der Gemeinderat, das überparteiliche Postulat 20230088 erheblich zu erklären.

Biel, 28. Juni 2023

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:

Erich Fehr

Der Vize-Stadtschreiber:

Julien Steiner

Beilage:

- Überparteiliches Postulat 20230088

2023 0088

Postulat

Städtepartnerschaft mit der Ukraine

Eingereichter Text

Der Gemeinderat wird gebeten, Optionen darzulegen, wie eine Städtepartnerschaft der Stadt Biel/Bienne mit einer ukrainischen Stadt ausgestaltet sein könnte. Dabei prüfe er auch ein gemeinsames Vorgehen mit der Stadt Nidau.

Begründung

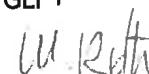
Das Leid, welches der russische Angriffskrieg über die ukrainische Bevölkerung bringt, ist kaum in Worte zu fassen. Unsere Betroffenheit angesichts der menschlichen Tragödie ist gross. Hinzu kommt die politische Betroffenheit: In der Ukraine wird die Zukunft von Europa entschieden. Ob wir es wollen, oder nicht: Dieser Krieg betrifft auch uns. Seit dem Beginn der Invasion am 24. Februar 2022 haben Städte und Gemeinden in Europa eine wichtige Rolle bei der Unterstützung der Ukraine gespielt. Auch die Bielerinnen und Bieler engagieren sich. Wir haben früh Flüchtlinge aufgenommen, haben Solidarität bekundet und humanitäre Hilfsaktionen unterstützt. Diesen kurzfristigen Massnahmen sollte nun ein langfristiger Ansatz folgen. Viele ukrainische Städte haben bereits Partnerstädte in anderen europäischen Ländern. Die Ausgestaltung dieser Partnerschaften variiert stark und reicht von reiner Solidaritätsbekundung zu umfangreicher materieller und finanzieller Hilfe. Angesichts der beschränkten Mittel der Stadt Biel ist der Einbezug von zivilen Akteuren und dem lokalen Gewerbe wohl sinnvoll. Auch ein gemeinsames Vorgehen mit der Stadt Nidau, oder mit anderen Gemeinden, sollte geprüft werden.

Mit einer Städtepartnerschaft leistet die Stadt Biel einen kleinen Beitrag zum Wiederaufbau der Ukraine, setzt ein klares Zeichen der Solidarität und legt den Grundstein für einen bleibenden kulturellen Austausch zwischen der Ukraine und unserer Region. In der langen Frist sind auch wirtschaftliche Opportunitäten denkbar.

Biel/Bienne, 22. März 2023



Dennis Brieche
GLP+



Myriam Roth
Alliance Verte



Andreas Sutter
FDP



Levin Koller
SP/JUSO-



Maurice Paronitti
PRR



Joseline Stoltz
PSR

Mohamed Hamdaoui, Le Centre





Réponse

au postulat 20230067, Boly Kady, PSR, Moeschler Marie, PSR, Stoltz Joseline, PSR, Kilezi Ruth, PSR, Torriani Latscha Isabelle, PSR, Vlaiculescu-Graf Christiane, PSR, « Mieux informer la population sur les résultats des votes au Conseil de Ville »

Le postulat demande :

1. D'analyser la possibilité de publier dans la « Feuille officielle de Bienne et d'Evilard » les résultats des objets votés aux séances du Conseil de ville, en plus de la publication des arrêtés du Conseil municipal proprement dits, en indiquant pour chaque objet discuté au Conseil de ville s'il a été accepté ou refusé, si l'acceptation est partielle, voire si la discussion est reportée.
2. D'examiner la possibilité de publier le dit extrait au format PDF, sur la page internet du Conseil de ville.

Souhaitant apporter de la clarté et de la transparence sur les activités des membres du Parlement de la Ville et éviter un sentiment de « méfiance de la population à l'égard de la politique », le groupe parlementaire PSR propose de publier dans la « Feuille officielle de Bienne et d'Evilard » les résultats des votes au Conseil de ville, en plus de la publication des arrêtés du Conseil municipal.

Conformément à l'art. 8, al. 1, du Règlement du Conseil de ville de Bienne, le « Bureau du Conseil de ville traite de lui-même ou sur décision du Conseil de ville prise en séance plénière des affaires ayant trait au Conseil de ville et organise les manifestations de celui-ci ». Il a donc traité cette proposition en séance du 6 mars 2023.

S'agissant d'une proposition relative au fonctionnement du Conseil de ville, le Bureau dudit Conseil estime être compétent pour répondre au postulat mentionné en titre.

Les constats suivants s'imposent :

Sur le plan légal, étendre la publication des décisions du Conseil de ville à l'ensemble des affaires traitées est possible, mais cela engendrait un travail supplémentaire au secrétariat qui est actuellement en effectif réduit.

Les séances du Conseil de ville sont publiques. Il existe donc une possibilité de savoir comment tel ou tel membre ou groupe a voté sur une affaire déterminée. En outre, les médias sont présents aux séances et rapportent les principales décisions.

Ce qui intéresse surtout l'observateur, c'est le vote individuel qui n'est pas possible actuellement en l'état de la technique, ni de la procédure de comptage des voix dans certaines affaires.

Les procès-verbaux sont accessibles sous forme de fichiers audio sur le site internet de la Ville, à l'issue de chaque séance. Il est donc possible de connaître dans un délai raisonnable les résultats des votes au Conseil de ville.

Une modification de pratique nécessiterait en outre une adaptation du règlement du Conseil de Ville de Bienne (article 30).

De plus, le projet de numérisation du Parlement pourrait inclure le vote électronique individuel, ce qui pourrait conduire à davantage de transparence dans le vote et par conséquent la possibilité de publier les résultats des votes.

Finalement, le Bureau du Conseil de ville n'est pas convaincu par l'affirmation selon laquelle une telle publication inciterait davantage de citoyennes et de citoyens à s'intéresser à la vie politique. Il pense qu'une publication sur internet, dans l'attente de la réalisation du projet de numérisation du Parlement, suffirait.

En date du 26 avril 2023, à la demande du Bureau du Conseil de ville, le Conseil municipal a livré un corapport allant dans le sens de la proposition. « (...) de manière générale », lit-on, « le Conseil municipal est aussi d'avis qu'une publication de toutes les décisions sur internet aurait plus de sens que dans la feuille officielle, surtout si celles-ci sont liées aux affaires qui ont été soumises au Conseil de ville. Concrètement, un portail en ligne comme on en connaît pour le Parlement fédéral ou le Grand Conseil serait une solution idéale. Pour rappel, le Conseil municipal a libéré au début de cette année un crédit d'engagement pour permettre une initialisation d'un projet de « numérisation du Parlement », mentionné à l'avant-dernier paragraphe. Dans l'attente de la réalisation de celui-ci, il pense que le Secrétariat parlementaire pourrait assez facilement conserver sur internet les affaires des séances passées et y ajouter simplement, après chacune d'entre elles, les arrêtés du Conseil de ville sous format .pdf (...) ».

À la lecture de ce qui précède, le Bureau du Conseil de ville propose d'adopter le postulat 20230067 et d'en tenir compte dans le projet de numérisation du Parlement (Digitalisierung Parlament, DiPa).

Bienne, le 8 mai 2023

Au nom du Bureau du Conseil de ville

Le président :

Le secrétaire parlementaire a.i. :

Pascal Bord

Hervé Gullotti

Annexe :

· Postulat 20230067

Vorstoss Nr. / Interv. No :

2023 0067

Termin GR / Délai CM:

Direktion / Direction:

Mitbericht / Corapport:

Postulat

Mieux informer la population sur les résultats des votes au Conseil de Ville

Le Groupe parlementaire PSR dépose le présent postulat pour demander au Conseil Municipal de :

- 1- Analyser la possibilité de publier dans la « Feuille officielle de Bienne et Evilard » les résultats des objets votés aux séances du Conseil de Ville, en plus de la publication des arrêtés du Conseil Municipal proprement dits, en indiquant pour chaque objet discuté au Conseil de Ville s'il a été accepté ou refusé, si l'acceptation est partielle, voire si la discussion est reportée.
- 2- Examiner la possibilité de publier le dit extrait sous format PDF, sur la page internet du Conseil de Ville.

Motivation :

La Feuille officielle est distribuée à tous les ménages de Bienne, Evilard et Macolin. Elle informe notamment la population sur les objets qui seront discutés au Conseil de Ville.

La population est ainsi informée sur les objets en cours de traitement. C'est déjà une bonne chose pour la transparence sur les activités de la ville.

Cependant cette information nous semble incomplète, car les personnes vivant à Bienne nous interpellent souvent sur les résultats des discussions et aimeraient savoir si les objets traités ont été adoptés ou non.

Il serait dès lors important d'introduire dans la Feuille officielle les résultats de tous les objets discutés et votés à chaque séance, y compris les objets reportés.

Nous ne demandons pas ici les détails de votes par fraction, ayant conscience que cela peut demander davantage de ressources à mettre en place.

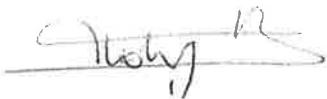
Publier les résultats des objets discutés au Conseil de Ville apporterait davantage d'informations et de transparence sur les activités des membres du parlement et contribuerait peut-être aussi à diminuer la méfiance de la population à l'égard de la politique.

Enfin, les procès-verbaux des séances parlementaires n'étant disponibles que dans un délai très différé, nous l'avions déjà évoqué dans l'interventions déposée par notre groupe et intitulée pour plus de transparence et de démocratie, il nous apparaît que la publication des votations au parlement dans la Feuille officielle apporterait clarté et transparence à plus brève échéance.

Bienne, le 22.02.2023

Au nom du groupe parlementaire PSR.

Kady Boly



Marie Moeschler



Joseline Stolz



Ruth Kilezi



Isabelle Torriani Latscha



Christiane Vlaiculescu-Graf





Beantwortung

der dringlichen überparteilichen Motion 20230140, Dana Augsburger-Brom, parteilos, Peter Heiniger, PdA, Pir Ché Celik, PdA, Nina Schlup, Juso, «Teuerungsausgleich für Institutionen mit Leistungsverträgen»

Die dringliche überparteiliche Motion beauftragt den Gemeinderat:

1. den Leistungserbringern ab Vertragsverlängerung ein Teuerungsausgleich von mindestens 2,5 % für das Jahr 2023 zu gewähren und
2. anschliessend bei jeder weiteren Erneuerung aller Leistungsverträge jeweils mindestens den aktuellen geltenden Teuerungsausgleich geltend zu machen.

Die Stadt Biel weist im Budget 2023 unter der Sachgruppe 3636 «Beiträge an private Organisationen ohne Erwerbszwecke» einen Wert von CHF 35,8 Mio. auf. Werden die darin enthaltenen Betreuungsgutscheine für Kitas in der Höhe von CHF 11,5 Mio. abgezogen und basierend auf der Jahresrechnung 2022 nur die Institutionen mit einem ein- oder mehrjährigen Leistungsvertrag berücksichtigt, kann von einem möglichen betroffenen jährlichen zugrundliegenden Nettobetrag – bei jeweiliger Vertragserneuerung – von CHF 22,4 Mio. ausgegangen werden. Betroffen wären 94 Institutionen. Bei einer vorgeschlagenen Teuerung von 2,5 % ist somit mit einer Mehrbelastung des städtischen Haushaltes – nach pauschaler Anpassungen aller Leistungsverträge – von rund CHF 560 000.– zu rechnen.

Der Gemeinderat möchte im Zusammenhang mit dieser Forderung, welche allenfalls zu Mehrausgaben für den städtischen Haushalt führen könnte, daran erinnern, dass das Budget 2023 das Ergebnis langwieriger Verhandlungen zwischen den Stadtratsfraktionen, den Parteispitzen und dem Gemeinderat ist. Es ist somit das Ergebnis eines Kompromisses, wobei alle Parteien und Fraktionen sowie der Gemeinderat zur mittel- und langfristigen Sanierung der Bieler Finanzen eine Absichtserklärung unterzeichneten. Diese Absichtserklärung enthält insbesondere das Prinzip, dass pro Franken, um den die Ausgaben reduziert werden, ein zusätzlicher Franken über Mehrerträge eingenommen wird. Dies bedeutet, dass bei dieser Betrachtung zusätzliche Ausgabenbeschlüsse zu höheren Ausgabeneinsparungen führen müssen. Dies deshalb, weil ansonsten der im Zuge der Arbeiten zur Stabilisierung des Finanzaushhaltes erarbeitete Grundsatz, wonach das Verhältnis zwischen Aufgaben- resp. Leistungsverzichten sowie Optimierungen der Betriebsaufwendungen und Mehrerträgen primär durch Anpassung der Steueranlage ausgeglichen sein soll («Prinzip 1:1»), nicht mehr gegeben wäre.

Vor dem Hintergrund dieser umfassenden gemeinsamen Arbeiten zwischen Exekutive und Legislative kann der Gemeinderat die im Vorstoss formulierte Forderung nicht nachvollziehen und sieht auch keine Veranlassung, eine Forderung, welche zu Mehrausgaben führt, isoliert von den gemeinsamen Arbeiten zur Stabilisierung des Finanzaushaltes umzusetzen.

Dabei ist sich der Gemeinderat bewusst, dass der Anstieg der Teuerung Auswirkungen auf die Institutionen und ihre Leistungen hat. D.h. Institutionen müssen Anpassungen vornehmen, ihr Angebot verteuren und/oder möglicherweise auf Leistungen verzichten.

Gemäss Art. 40 Abs. 2 der Geschäftsordnung des Stadtrates (SGR 1.5.1-1) sind Motionen für Gegenstände zulässig, die nicht in der ausschliesslichen Kompetenz des Gemeinderates liegen.

Der vorliegende Vorstoss ist somit nur für den weitaus kleineren Teil der Leistungsverträge motionsfähig, deren Genehmigung dem Stadtrat obliegt.

Aufgrund der obenstehenden Ausführungen beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, die dringliche überparteiliche Motion 20230140 in ein Postulat umzuwandeln, erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.

Biel, 5. Juli 2023

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:

Der Vize-Stadtschreiber:

Erich Fehr

Julien Steiner

Beilage:

- Dringliche überparteiliche Motion 20230140

230140 51/
CN 05.07.23

115

(Dringliche) (überparteiliche) Motion «Teuerungsausgleich für Institutionen mit Leistungsverträgen»

Der Gemeinderat wird beauftragt:

1. Alle Leistungsverträge ab 2023 dahingehend anzupassen, dass den Leistungserbringern ab Vertragsverlängerung ein Teuerungsausgleich von mindestens 2,5% für das Jahr 2023 gewährt wird und
2. Anschliessend bei jeder weiteren Erneuerung aller Leistungsverträge jeweils mindestens den aktuell geltenden Teuerungsausgleich geltend zu machen.

Begründung:

Wie für die Stadt Biel/Bienne, sowie für alle privaten und öffentlichen Haushalte, sind ebenfalls bei den Institutionen und Vereinen für Ihre Leistungserbringung Aufwände wie Lebenshaltungskosten, Betriebskosten, Energiekosten, usw. gestiegen. Die zusätzliche Inflation erhöht die betrieblichen, sowie privaten Aufwände. Eine Kehrtwende dieses Trends steht nicht in Sicht. Deshalb ist den Leistungserbringern ein Teuerungsausgleich zu gewähren.

Biel/Bienne, 26. April 2023

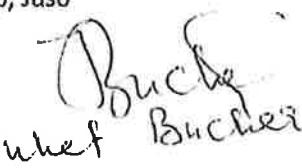

Dana Augsburger-Brüm, partello

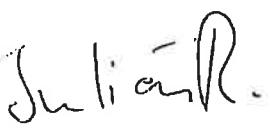

Peter Heiniger, PdA

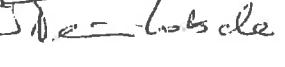
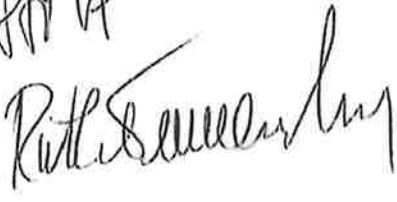

Pir Ché Celik, PdA


Nina Schlup, Juso


J. M.

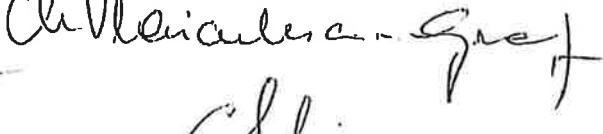

Jukka Bucher


Julian R.


A. S.

J. T. Lohse

Rolf Schmidlin


W. Roth

N. Van Kautz
V. Vogt


T. S.

Christian Kleindienst-Graf

D. M. Kädelat



Beantwortung

der Interpellation 20230068, Arnold Niels, Fraktion GLP+, «GR-Beschluss vom 30.11.2022 zum «Verein Skatepark / Nachtrag zur Leistungsvereinbarung»»

Mit dem vorliegenden Vorstoss bittet der Interpellant den Gemeinderat, sechs Fragen im Zusammenhang mit dem Beschluss vom 30. November 2022 zum Nachtrag zur Leistungsvereinbarung mit dem «Verein Skatepark» zu beantworten.

Der Gemeinderat nimmt zu den Fragen des Interpellanten wie folgt Stellung:

- 1. Wieso wird eine Auszahlung von CHF 50 000 als Vorschuss in der Bilanz aktiviert, wenn schon heute klar ist, dass der Betrag nie mehr zurückbezahlt wird?**

Der Vorschuss in der Höhe von 50 000 Franken wurde als Nachkredit für die Jahre 2032–2034 zu einem bereits bestehenden Verpflichtungskredit genehmigt, dies verbunden mit einem entsprechenden Nachtrag in der mit dem Verein «Loud Minority Skatepark» abgeschlossenen Leistungsvereinbarung. Beim Vorschuss an den Verein Skatepark handelt es sich um eine Vorfinanzierung von Leistungen, welche die Stadt Biel in späteren Jahren beziehen wird (kostenlose Nutzung der Infrastruktur für Ferienpass- und Sportkurse). Die Rückzahlung erfolgt somit über einen jährlichen Leistungsbezug. Unter dieser Voraussetzung werden auch die Grundsätze des Rechnungswesens gemäss Art. 61, 62 und 63 der Gemeindeverordnung des Kantons Bern (GV; BSG 170.111) sowie Art. 4 der Direktionsverordnung über den Finanzhaushalt der Gemeinden (FHDV; BSG 170.511) eingehalten. Der erwähnte Leistungsbezug durch die Stadt wird entsprechend künftig als Aufwand budgetiert.

Die in der Frage enthaltene Vermutung würde somit nur dann zutreffen, wenn die Stadt Biel in späteren Jahren den vertraglich vereinbarten Leistungsbezug nicht einfordern könnte (z.B. wegen Konkurs oder Aufgabe des Betriebs durch Loud Minority Skatepark).

- 2. Wieso werden Kosten, die bereits heute anfallen erst zukünftigen Rechnungen in den Jahren 2032 bis 2034 belastet und nicht direkt im Jahr, wenn die Auszahlung anfällt?**

Die Leistungsvereinbarung sieht einen jährlichen Bezug an Leistungen (20 000 Franken) seitens der Stadt Biel für die Nutzung der Infrastruktur für städtische Angebote vor. Entsprechend ist der Betrag wie ein «Guthaben» zu betrachten, welches jährlich konsumiert und in der Erfolgsrechnung verbucht wird.

Weiter kann auf die Beantwortung der Frage 1 verwiesen werden.

- 3. Inwieweit verstösst dieses Vorgehen gegen die Rechnungslegung?**

Hierzu kann auf die Antworten zu den Fragen 1 und 2 verwiesen werden.

- 4. Wie beurteilt die Revisionsstelle so einen Vorgang?**

Im inzwischen vorliegenden Bericht der Revisionsstelle finden sich zur vorliegenden Fragestellung keine Beanstandungen. In diesem Zusammenhang sei darauf hingewiesen, dass die Revisionsstelle ihre Prüfungen in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Vorschriften und der Arbeitshilfe für Rechnungsprüfungsorgane (AH RPO, Ausgabe 2016) vornimmt. Die Prüfung ist dabei so zu planen und durchzuführen, dass hinreichend Sicherheit gewonnen werden kann, ob die Jahresrechnung frei von wesentlichen falschen Angaben ist.

5. *Gibt es noch weitere Geschäfte, in denen Beträge ausbezahlt wurden und gemäss Planung des Gemeinderates erst in zukünftigen Erfolgsrechnungen belastet werden sollen? Wenn ja, sind diese tabellarisch und nach Jahr aufzuführen.*

Ein vergleichbarer Fall liegt beim an die Syphon AG geleisteten Vorschuss vor. Der vom Gemeinderat am 29. Mai 2019 (GR1900359) genehmigte Vorschuss in der Höhe von 200 000 Franken an die Syphon AG berechtigt die Stadt Biel, ab resp. seit 2020 während 5 Jahren zwei zusätzliche BIAS/SI-Jahresplätze (Arbeitsintegration für langzeitarbeitslose Sozialhilfebeziehende, Wert Leistungsbezug 40 000 Franken pro Jahr) in Anspruch zu nehmen.

6. *Innerhalb wie vieler Jahre müssen Verpflichtungskredite realisiert werden?*

Weder im kantonalen noch im kommunalen Recht ist eine Frist definiert, innerhalb welcher genehmigte Verpflichtungskredite realisiert werden müssen. Kann oder soll jedoch ein beschlossener Verpflichtungskredit nicht vollzogen werden, muss dem zuständigen Organ ein Wiedererwägungsbeschluss unterbreitet werden. Bezüglich des Zeitpunkts des Vollzugs hat der Gemeinderat gemäss Lehre und Praxis jedoch einen erheblichen Ermessensspielraum und die Nichtausführung eines beschlossenen Verpflichtungskredits ohne sachliche Gründe für die Verzögerung dürfte erst ab einem Zeitraum von mehreren Jahren rügbar sein.

Biel, 28. Juni 2023

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:

Der Vize-Stadtschreiber:

Erich Fehr

Julien Steiner

Beilage:

· Interpellation 20230068

Interpellation

20230068

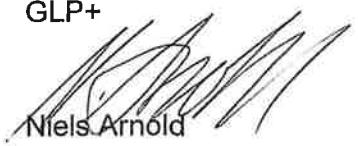
zum GR Beschluss vom 30.11.2022 zum «Verein Skatepark / Nachtrag zur Leistungsvereinbarung»

Gemäss GR-Beschluss vom 30. November 2022 soll dem Verein Skaterpark Biel per sofort CHF 50'000 als Vorschuss ausbezahlt werden. Die Kosten sollen als Nachkredit zum Verpflichtungskredit bzw. dem Konto 316100000 angerechnet und in den Jahren 2032 bis 2034 als Aufwand der Erfolgsrechnung belastet werden. Hier stellen sich diverse Fragen zu diesem Vorgang im Speziellen bzw. zu solchen Vorgängen im Generellen.

- 1) Wieso wird eine Auszahlung von CHF 50'000 als Vorschuss in der Bilanz aktiviert, wenn schon heute klar ist, dass der Betrag nie mehr zurückbezahlt wird?
- 2) Wieso werden Kosten, die bereits heute anfallen erst zukünftigen Rechnungen in den Jahren 2032 bis 2034 belastet und nicht direkt im Jahr wenn die Auszahlung anfällt?
- 3) Inwieweit verstösst dieses Vorgehen gegen die Rechnungslegung?
- 4) Wie beurteilt die Revisionsstelle so einen Vorgang?
- 5) Gibt es noch weitere Geschäfte, in denen Beträge ausbezahlt wurden und gemäss Planung des Gemeinderates erst in zukünftigen Erfolgsrechnungen belastet werden sollen? Wenn ja, sind diese tabellarisch und nach Jahr aufzuführen.
- 6) Innerhalb wie vieler Jahre müssen Verpflichtungskredite realisiert werden?

Biel/Bienne, 21.02. 2023

GLP+



Niels Arnold

